

Agriculture & agroalimentaire

Europe centrale & balte

(Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Slovaquie)

Une publication du SER de Varsovie
N° 6 – Juin 2026

Sommaire :

A. ACTUALITES AGRICOLES :

Estonie :

- 3,3 M€ pour compenser les dégâts causés par les intempéries de l'année dernière

Lettonie :

- Priorités du nouveau ministre de l'Agriculture
- Impact de la crise au Moyen-Orient sur l'agriculture encore plus fort en 2027
- Mercosur : les agriculteurs toujours inquiets
- Les agriculteurs baltes réclament un soutien renforcé pour les régions frontalières
- Simplification des règles d'accès aux aides agricoles et halieutiques
- L'aéroport de Riga s'ouvre à l'exportation d'animaux vivants

Lituanie :

- Renforcement de la coopération avec les organisations agricoles des Nations Unies

Pologne :

- Demande d'une analyse de l'impact des accords commerciaux sur l'agriculture de l'UE
- Nouvelles règles contre la fraude alimentaire : projet de loi gouvernemental
- Visite du commissaire européen à l'agriculture
- Réunion inaugurale du Conseil des marchés agricoles
- Réunion inaugurale du Conseil social du conseil agricole
- Alerte canicule : recommandations pour protéger les animaux
- Bilan de la sécheresse
- Réunion des ministres de l'Agriculture du format V4+4 : la Pologne plaide pour une PAC plus résiliente

République tchèque :

- Agrofert : consolidation de la filière chimique et extension de la production des engrais
- Subventions pour Agrofert
- Le gouvernement mise sur de nouveaux réservoirs d'eau
- L'agriculture biologique loin des objectifs fixés
- Apiculture
- Utilisation des pesticides : une baisse significative, mais des réserves face aux objectifs européens
- Lait infantile contaminé à la céréulide : polémique autour de l'évaluation des risques
- Une sécheresse sévère touche le pays

Slovaquie :

- L'agriculture confrontée à une grave sécheresse et à une crise laitière
- Les éleveurs demandent 1,8 Mds d'euros pour moderniser le secteur
- La filière viticole s'inquiète pour son avenir
- 221 millions d'euros de subventions pour soutenir l'agriculture, l'industrie alimentaire et les forêts
- La hausse des prix pousse les consommateurs à acheter leur alimentation à l'étranger
- Alerte canicule

B. ACTUALITES SANITAIRES :

Pologne :

- Grippe aviaire (IAHP) : 143 foyers en 2026
- Newcastle : 48 foyers en 2026
- Peste porcine africaine (PPA) : **1er foyer en élevage en 2026**, 1430 cas en faune sauvage
- Fièvre catarrhale ovine : 8 foyers en 2026

A. ACTUALITES AGRICOLES :

Estonie

- **Les producteurs recevront 3,3 M€ pour compenser les dégâts causés par les intempéries de l'année dernière**

Le ministre des Affaires Régionales et de l'Agriculture, Hendrik Terras, a approuvé une aide d'Etat de 3,3 M€ aux exploitations agricoles pour compenser les dommages économiques causés par les conditions météorologiques difficiles de l'année dernière, **long printemps froid et pluies torrentielles tout l'été, affectant toutes les productions agricoles.**

« Les producteurs de cultures ont déjà connu leur troisième année très difficile en raison de conditions météorologiques défavorables, ce qui a un impact négatif sur la compétitivité et la continuité du secteur », a déclaré Madis Pärtel, Secrétaire général adjoint à la bioéconomie au ministère des Affaires régionales et de l'Agriculture.

« L'agriculture est un secteur stratégiquement important pour l'État, qui garantit la sécurité alimentaire de la population, et afin d'améliorer la situation économique des agriculteurs, nous soutenons les agriculteurs ayant subi des dommages grâce à une assistance d'urgence de la Commission européenne », a-t-il ajouté.

Ce soutien d'urgence sera fourni aux producteurs de fruits et baies, de légumes de plein champ, de pommes de terre, de pois, de colza et de navette fourragère dans toute l'Estonie, ainsi qu'aux producteurs de blé et d'orge dans les comtés de Põlva, Võru, Valga ou Tartu.

Lettonie

- **Les priorités du nouveau ministre de l'Agriculture**

Le nouveau ministre, M. Uldis Augulis, a identifié ses priorités : représenter les **intérêts de la Lettonie dans les négociations avec l'UE**, renforcer la **capacité, la résilience et la compétitivité** des agriculteurs et des pisciculteurs, y compris la **réduction de la charge administrative**, et développer une politique de **gestion durable du secteur forestier**.

Il envisage, dès cet été, **plusieurs programmes de soutien** qui aideront les agriculteurs à développer leurs exploitations, innover et démarrer ou développer leur entreprise.

Une attention particulière sera également portée à la **représentation des intérêts de la Lettonie au sein de l'UE**, en défendant un **financement équitable de la PAC** et une compétition équitable entre les États membres. Le ministère continuera également à œuvrer pour éviter que des coûts supplémentaires pour les agriculteurs en raison de **l'application du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'UE aux engrais minéraux**.

« L'agriculture est un secteur où la vie quotidienne est menacée – la sécheresse, l'humidité excessive et d'autres conditions climatiques affectent directement à la fois les rendements et la stabilité des prix alimentaires. Il est important que la Lettonie veille à un terrain de jeu équitable avec les autres États membres de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne les paiements directs. En même temps, nous devons renforcer nos industries, garantir une plus grande production de produits à valeur

ajoutée, améliorer la résilience en cas de crise, ainsi que **soutenir la croissance des entreprises nouvelles et existantes** », a déclaré M. Augulis.

Un accent particulier sera également mis sur la **réduction de la charge administrative**. Il est prévu de simplifier la réglementation dans les domaines de l'agriculture, de la forêt et de la chaîne alimentaire, ainsi que de poursuivre le déploiement de solutions numériques et la transition vers une politique de contrôle basée sur les risques.

Afin de renforcer le marché intérieur, il est prévu de **renforcer le contrôle de l'origine et de la qualité des produits alimentaires importés** à partir de l'automne. Parallèlement, les travaux se poursuivront pour **restreindre l'importation de produits alimentaires, agricoles et halieutiques provenant de Russie et de Biélorussie**.

Une politique de gestion durable sera mise en œuvre dans le secteur forestier, en accordant une attention particulière à l'attraction des investissements et à la planification du développement du secteur, en favorisant sa compétitivité et son développement à long terme.

➤ **L'Impact de la crise au Moyen-Orient sur l'agriculture lettone va augmenter en 2027 selon le président du Conseil de coopération des organisations agricoles lettones (LOSP)**

« *L'impact de la crise du Moyen-Orient sur l'agriculture en Lettonie se manifeste actuellement à travers les engrais minéraux et les carburants, et cet impact est sévère* » a déclaré Guntis Gutmanis, président du conseil d'administration du LOSP.

De plus, **même si la crise se termine bientôt, il faudra plusieurs années pour restaurer les ports et usines en ruines** et retrouver leur situation d'origine. Pour lui, les prix dépendent non seulement des coûts, mais aussi de l'ampleur des récoltes cette année.

Cependant, l'impact le plus important de la crise sur les agriculteurs lettons pourrait se manifester **à l'automne, lorsqu'il sera nécessaire d'acheter des stocks d'engrais minéraux et de carburant pour la saison suivante**. Par ailleurs, il juge que **le MACF a un impact important** sur l'agriculture.

➤ **Mercosur : les agriculteurs toujours inquiets alors que l'accord est entré en vigueur par anticipation**

Selon Guntis Gutmanis, président du LOSP, **les agriculteurs européens s'opposent à l'accord commercial entre l'UE et les pays du Mercosur**, mais les responsables politiques ne veulent pas écouter leurs préoccupations et soulignent au contraire les bénéfices potentiels pour d'autres secteurs, comme l'industrie automobile et l'industrie de transformation du poisson.

La principale préoccupation des agriculteurs est qu'il est possible de produire des produits à coût moindre dans les pays d'Amérique du Sud, ce qui pourrait **accroître la pression concurrentielle sur les producteurs européens**.

Bien que les produits importés dans l'UE doivent répondre à certaines exigences de qualité, **les agriculteurs ne savent pas exactement dans quelles conditions ces produits sont réellement produits dans les pays du Mercosur**. Ils craignent une **concurrence déloyale** due à des coûts de production inférieurs et des normes environnementales et de bien-être animal plus permissives en Amérique du Sud.

➤ **Les agriculteurs baltes réclament un soutien renforcé pour les régions frontalières**

Les organisations agricoles des États baltes ont exprimé leur **inquiétude face aux propositions concernant le futur budget pluriannuel de l'UE**, estimant que les moyens prévus pour l'agriculture sont insuffisants au regard des défis liés à la sécurité alimentaire, au climat et à la transition du secteur.

L'Association lettone des coopératives agricoles (LLKA) souligne en particulier la **nécessité de mieux prendre en compte la situation des pays frontaliers de la Russie**. Selon elle, ces régions font face à des risques d'investissement plus élevés, ce qui freine le développement économique et réduit leur capacité à attirer des capitaux.

En coopération avec les organisations agricoles de Lituanie, de Pologne, des autres États baltes et de Finlande, **la LLKA plaide pour un renforcement de la Politique agricole commune (PAC)**, avec un financement plus ambitieux, des règles stables et des mesures spécifiques destinées à réduire les disparités régionales. Les agriculteurs demandent **que les futures politiques européennes tiennent davantage compte des contraintes particulières des régions orientales de l'Union**.

➤ **Simplification des règles d'accès aux aides agricoles et halieutiques**

Le gouvernement a approuvé des modifications des règles encadrant l'octroi, la gestion et le contrôle des aides nationales et européennes destinées au développement rural et au secteur de la pêche. L'objectif est de **réduire les charges administratives**, de **simplifier la mise en œuvre des projets** et de **faciliter l'accès aux financements**.

Parmi les principales mesures, **le seuil à partir duquel les bénéficiaires doivent comparer plusieurs offres pour leurs achats passe de 2 000 à 10 000 euros**, allégeant ainsi les démarches pour les dépenses de faible montant. Les nouvelles règles limitent également l'évaluation du statut d'« entreprise en difficulté » aux seuls cas où cette vérification est exigée par la réglementation européenne.

Les amendements introduisent en outre un mécanisme permettant à certains bénéficiaires de retrouver leur éligibilité après avoir corrigé des irrégularités et remboursé les aides perçues à tort. Plusieurs ajustements techniques ont également été adoptés afin d'améliorer l'efficacité de la gestion des aides publiques.

➤ **L'aéroport de Riga s'ouvre à l'exportation d'animaux vivants**

Le gouvernement a approuvé une modification réglementaire permettant à l'aéroport international de Riga (RIX) de devenir **un point officiel d'exportation d'animaux d'élevage vivants**. Cette décision vise à créer de nouvelles opportunités pour les exportateurs lettons et à renforcer le rôle de Riga comme plateforme logistique régionale pour le transport de fret aérien.

Jusqu'à présent, l'exportation aérienne de bétail vivant n'était pas autorisée en Lettonie, les contrôles vétérinaires étant principalement effectués au poste-frontière de Pāternieki. Grâce à cette évolution, **l'aéroport de Riga pourra assurer les contrôles sanitaires et de bien-être animal requis par la réglementation européenne**.

Les autorités estiment que **plusieurs milliers d'animaux pourraient être exportés par voie aérienne dès cette année, notamment vers des pays tiers d'Asie centrale**. Cette mesure devrait renforcer la compétitivité des exportations lettones tout en garantissant le respect des normes européennes de protection animale.

Lituanie

➤ Renforcement de la coopération avec les organisations agricoles des Nations Unies à Rome

Les 8 et 9 juin, le vice-ministre de l'Agriculture Rolandas Taraškevičius a participé à la 181e session du Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome et a rencontré des représentants de la FAO, du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l'Union européenne (UE) et d'autres pays.

Lors des réunions, le vice-ministre a présenté les priorités de la Lituanie et a également signalé la **prochaine présidence lituanienne du Conseil de l'UE** au premier semestre 2027. Il a été souligné que la Lituanie cherchera à **contribuer de manière constructive à la coordination conjointe des positions de l'UE au sein des organisations des Nations Unies opérant à Rome**, en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire, l'innovation, la numérisation, la résilience en matière de crise et la coopération multilatérale fondée sur des règles.

Lors de la réunion avec le président du FIDA, Alvaro Lario, les opportunités de coopération entre la Lituanie et le FIDA ont été discutées, avec un accent particulier sur le **soutien à la résilience du secteur agricole ukrainien, la restauration des zones rurales et le renforcement des petits exploitants**.

Le vice-ministre a également présenté à la FAO l'expérience de la Lituanie dans les domaines de la numérisation agricole, de l'agro-technologie, de l'innovation et de l'application de la science. Des opportunités de développement de la coopération entre la Lituanie et la FAO dans le domaine de la numérisation ont été envisagées.

Les questions de gouvernance de la FAO, de réformes, de coordination de l'UE et du rôle de la Lituanie dans le travail du Conseil de la FAO ont été abordées.

« La Lituanie apprécie le travail de la FAO et du FIDA pour renforcer la sécurité alimentaire mondiale, soutenir des changements durables dans le système agroalimentaire et mobiliser la communauté internationale pour répondre aux crises. Notre objectif est de contribuer plus activement au travail de ces organisations, non seulement au niveau politique, mais aussi dans l'expertise spécifique de la Lituanie, notamment dans les domaines de la numérisation, de l'agro-technologie et de l'innovation », a déclaré le vice-ministre.

Le vice-ministre a souligné l'impact de la guerre de la Russie contre l'Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale, le commerce et la logistique, ainsi que d'autres crises alimentaires causées par des conflits, des événements climatiques et des chocs économiques. En tant que membre actif des organisations des Nations Unies opérant à Rome, la Lituanie cherche constamment à renforcer la coopération avec la FAO, le FIDA et d'autres partenaires dans les domaines de la sécurité alimentaire, de

l'innovation, de la résilience face aux crises, de la numérisation et du développement agricole durable.

Pologne :

➤ **Demande d'une analyse de l'impact des accords commerciaux sur l'agriculture de l'Union européenne**

Le ministre de l'Agriculture a demandé officiellement à la Commission européenne d'évaluer l'impact cumulé de tous les accords commerciaux conclus entre l'UE et les pays tiers sur l'agriculture européenne. Cette demande avait déjà été formulée, pour la première fois en 2025. Selon le ministre, de nouveaux accords commerciaux et de nouvelles préférences tarifaires accordées aux pays tiers ont été ajoutés depuis la première demande. Varsovie estime donc qu'il est nécessaire de réaliser une analyse complète de leurs effets combinés sur les marchés agricoles européens et nationaux.

La Pologne souligne que **la Commission européenne n'a jusqu'à présent jamais établi d'inventaire global des préférences commerciales déjà accordées ou prévues pour chaque secteur agricole**, ce qui limite la portée des études précédentes.

De son côté, la Pologne a mené ses propres études depuis 2025. Elles montrent que les préférences d'accès au marché européen représentent environ :

- **Sucre blanc** : 16 % de la production de l'UE (plus que toute la production polonaise) et plus de 19 % de la consommation européenne.
- **Viande bovine** : 10 % de la production de l'UE (presque autant que la production polonaise) et environ 9 % de la consommation européenne.
- **Volaille** : 8 % de la production de l'UE, soit environ 38 % de la production polonaise, avec un volume comparable à la consommation de volaille en Pologne.

Le ministère estime que de nombreux producteurs situés hors de l'UE ne sont pas soumis aux mêmes exigences environnementales, sanitaires et de production que les agriculteurs européens. Cette situation pourrait nuire à la compétitivité de l'agriculture de l'UE. La Pologne considère que l'UE ne devrait pas poursuivre la libéralisation de l'accès à son marché agricole tant que les producteurs des pays tiers ne seront pas soumis à des règles de production équivalentes à celles imposées aux agriculteurs européens.

➤ **Nouvelles règles contre la fraude alimentaire : le Gouvernement a adopté un projet de loi**

Le 9 juin, le Gouvernement a adopté un projet d'amendement à la Loi sur la qualité commerciale des produits agroalimentaires. **Les nouvelles règles faciliteront la lutte contre la fraude alimentaire**, permettront un contrôle plus efficace des informations publiées en ligne et renforceront la protection contre la fraude alimentaire.

*« La fraude alimentaire n'est pas seulement un problème de concurrence déloyale, mais aussi une question de confiance des consommateurs. **Nous voulons que chacun soit sûr***

que les informations sur les produits sont fiables – qu'ils achètent de la nourriture en magasin ou en ligne. C'est pourquoi nous renforçant les possibilités de contrôle et resserrant la lutte contre la fraude alimentaire », a déclaré le ministre de l'agriculture, Stefan Krajewski.

Pour la première fois, **une définition de la fraude alimentaire est proposée** : il s'agit de la commercialisation délibérée de produits contrefaits afin d'obtenir un gain financier, **par exemple, fournir de fausses informations sur l'origine du produit, sa composition ou sa durée de conservation.**

L'Inspection de la qualité commerciale des produits agricoles et alimentaires (IJHARS) va également effectuer un **contrôle accru sur les ventes alimentaires en ligne.**

Elle pourra également **répondre aux tentatives de contourner les contrôles** sur les importations alimentaires, notamment lorsque les produits sont importés en petits lots ou déclarés d'une manière qui soulève des doutes quant à leur usage prévu.

L'amendement prévoit de plus une responsabilité pénale pour la mise sur le marché des aliments frauduleux, avec des amendes ou des peines de prison.

En outre, le projet organise et met à jour les dispositions relatives à la qualité commerciale des fruits, légumes, œufs et autres produits couverts par les normes de commercialisation de l'UE. Cela rendra les règles de contrôle plus transparentes et cohérentes avec les réglementations européennes existantes.

Enfin, l'IJHARS pourra mener davantage d'activités éducatives et d'information sur la qualité des aliments.

➤ Réunion inaugurale du Conseil des marchés agricoles

Le ministre Stefan Krajewski et la vice-ministre Małgorzata Gromadzka ont participé le 10 juin à la **réunion inaugurale du Conseil des marchés agricoles.**

« Des marchés agricoles efficaces nécessitent un dialogue constant et un échange d'informations continu entre tous les participants à la chaîne alimentaire. Je suis convaincu que le Conseil deviendra un lieu important où des solutions seront développées pour répondre aux besoins et défis actuels du secteur agroalimentaire », a souligné le ministre Stefan Krajewski.

Le Conseil des marchés agricoles est un organe consultatif du ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Sa mission est de **soutenir le ministre dans le suivi de la situation sur les marchés agricoles, d'identifier les défis auxquels est confronté le secteur agroalimentaire et d'élaborer des recommandations** visant à stabiliser et développer les marchés agricoles.

Ses principales missions sont les suivantes :

- ✓ donner des avis sur les questions liées au fonctionnement des marchés agricoles ;
- ✓ analyser la situation sur les marchés individuels des produits agricoles ;
- ✓ présenter des recommandations au Ministre sur les actions en faveur de la stabilité et du développement des marchés agricoles ;

- ✓ identifier les problèmes survenant dans le commerce des produits agricoles et alimentaires ;
- ✓ soutenir le dialogue entre producteurs agricoles, transformateurs et administrations publiques.

Le Conseil comprend des représentants des organisations agricoles et de transformation nationales et de l'autonomie agricole, ainsi que des représentants des unités supervisées par le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Le ministre Krajewski a nommé présidente du Conseil la sénatrice Monika Piątkowska, par ailleurs candidate de la Coalition civique à la mairie de Cracovie.

➤ Réunion inaugurale du Conseil social du conseil agricole

Le 11 juin 2026, le ministre Stefan Krajewski et le vice-ministre Adam Nowak ont participé à la réunion inaugurale du Conseil social du conseil agricole, rattaché au Centre national de conseil agricole. La réunion a porté sur le fonctionnement du Conseil, les activités actuelles du Centre et ses orientations futures.

Ce sera un organe consultatif auprès du directeur du Centre national de conseil agricole. Sa mandature vise à favoriser l'échange d'expériences, la formulation de recommandations et l'amélioration de l'efficacité du système de conseil agricole en Pologne. Ses principales missions sont :

- ✓ donner son avis sur le programme annuel d'activités et le plan financier du service de conseil agricole ;
- ✓ évaluer les rapports sur la mise en œuvre de ces programmes et plans financiers ;
- ✓ formuler des propositions concernant le fonctionnement des services de conseil agricole ;
- ✓ donner son avis sur les orientations stratégiques du Centre ;
- ✓ soutenir le développement du système de conseil agricole en Pologne.

➤ Visite du commissaire européen à l'agriculture

Le commissaire européen à l'Agriculture et à l'Alimentation, Christophe Hansen, s'est rendu dans la région de Podlachie (une grande région de production laitière à l'Est du pays) **à l'invitation du ministre polonais de l'Agriculture, Stefan Krajewski.** Les échanges ont porté principalement sur **l'avenir de la PAC après 2027, la sécurité alimentaire et le soutien aux jeunes agriculteurs.** Le commissaire a salué l'excellente utilisation des fonds européens par la Pologne dans le cadre du Programme de développement rural 2014-2020, avec un taux d'exécution budgétaire de 99,73 %.

La visite a également mis en avant l'importance du **renouvellement générationnel dans l'agriculture.** La Pologne figure parmi les leaders européens dans ce domaine : 21 % des agriculteurs ont moins de 40 ans. Les discussions ont aussi porté sur le développement du secteur laitier, la protection des produits régionaux et le renforcement des indications géographiques.

Enfin, **la hausse des coûts de production agricole** a été au cœur des échanges. Le Commissaire a annoncé la mobilisation de jusqu'à 1,6 milliard d'euros pour soutenir le marché des engrais dans l'Union européenne, ainsi que la possibilité d'accélérer

le versement des avances des aides directes afin de renforcer la situation financière des exploitations confrontées aux crises et aux aléas climatiques.

➤ **Alerte canicule : recommandations pour protéger les animaux**

Face aux fortes chaleurs annoncées, le **ministère de l'Agriculture et du Développement rural a rappelé les principales mesures à adopter pour protéger les animaux pendant les épisodes de canicule**. Ces recommandations concernent principalement les animaux de compagnie et les animaux d'élevage, particulièrement exposés aux risques de déshydratation et de stress thermique.

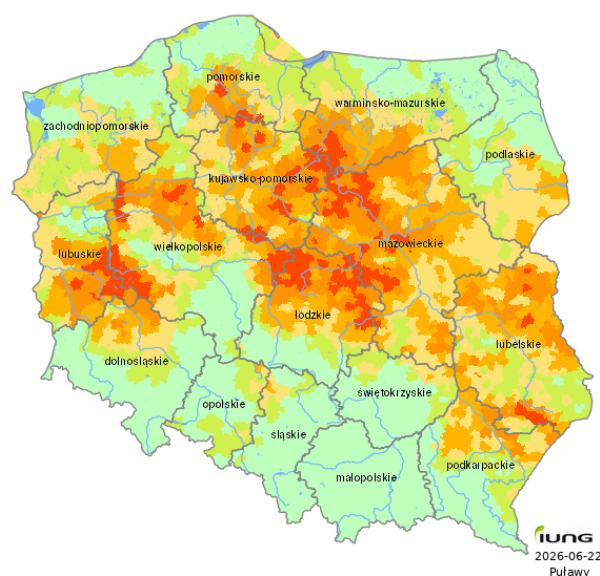
Le ministère souligne l'importance de garantir un **accès permanent à de l'eau fraîche et propre, à des zones ombragées ainsi qu'à des espaces correctement ventilés**. Il recommande également de limiter les déplacements, le transport et toute activité susceptible de provoquer du stress aux heures les plus chaudes de la journée, tout en surveillant régulièrement l'état des animaux afin de détecter rapidement les premiers signes de surchauffe ou de déshydratation.

➤ **Bilan de la sécheresse**

Les températures ont **fortement augmenté le 27 juin atteignant 38,9 °C puis culminant dimanche à 40,5 °C à Słubice** (voïvodie de Lubusz), dans l'ouest du pays, selon les données de l'Institut de météorologie et de gestion de l'eau (IMGW). Cette masse d'air extrêmement chaud a persisté en début de semaine. Selon les prévisions à 10 jours d'IMGW, **de l'air plus frais arrivera dans le nord-ouest de la Pologne le mercredi 1er juillet**, faisant chuter les températures.

Le dernier **bilan** de la sécheresse établi par l'Institut de la science des sols et de la culture des plantes (IUNG) date du **23 juin** :

Au cours de la deuxième moitié de juin, les plus faibles totaux de précipitations ont été enregistrés dans l'est et le sud-est de la Pologne, c'est-à-dire dans les voïvodies de Lubelskie et de Podkarpackie, où environ 13 mm à 20 mm de précipitations sont tombés. Des précipitations très faibles (ne dépassant pas 5 mm) ont également été enregistrées localement dans la partie nord-est de la voïvodie de Kujawsko-Pomorskie. Sur la période analysée, la somme maximale des précipitations était d'environ 73 mm.



Le risque de sécheresse a été identifié pour les cultures suivantes : **céréales de printemps, céréales d’hiver, colza et colza, arbustes fruitiers, arbres fruitiers, fraises, maïs céréaliers, maïs d’ensilage et légumineuses.**

Pour les céréales de printemps, les conditions de sécheresse agricole sont observées dans 1547 communes (63 % du nombre total de communes du pays) sur plus de 22% de leur surface. Pour les céréales d’hiver, 1388 communes sont concernées (55 % du nombre total de communes du pays) sur plus de 15% de leur surface.

Bien que des **précipitations locales aient été enregistrées ces dernières semaines, les experts estiment qu’elles demeurent insuffisantes pour compenser le manque d’eau accumulé.** La situation reste particulièrement préoccupante dans **l’est du pays**, où le risque de pertes de récoltes continue d’augmenter à mesure que progresse la saison de végétation.

➤ **Réunion des ministres de l’Agriculture du format V4+4 : la Pologne plaide pour une PAC plus résiliente**

Le 30 juin 2026, à Balatonfüred (Hongrie), le secrétaire d’État Jacek Czerniak a représenté la Pologne lors de la réunion des ministres de l’Agriculture des pays du Groupe de Visegrád (Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie), ainsi que de la Bulgarie, de la Croatie, de la Roumanie et de la Slovénie (V4+4). Le principal résultat de cette rencontre a été la signature de deux déclarations conjointes portant sur le **renforcement de la gestion des crises dans le secteur agricole** ainsi que sur la **coopération en matière de bioéconomie et de lutte contre les effets des phénomènes météorologiques extrêmes.**

La Pologne a souligné la nécessité de renforcer la résilience des exploitations agricoles grâce à de nouveaux instruments de soutien dans le cadre de la PAC, notamment par la **mise en place d’un mécanisme européen de réassurance des assurances agricoles.**

Le vice-ministre Jacek Czerniak a également insisté sur la nécessité de simplifier la PAC, **d’accorder une plus grande flexibilité aux États membres et de maintenir le financement intégral des paiements directs par le budget de l’UE.** Parmi les priorités défendues par la Pologne figure également le **maintien du soutien aux jeunes agriculteurs**, considéré comme un élément essentiel du renouvellement des générations dans l’agriculture européenne.

La réunion s’est tenue dans le cadre de la présidence hongroise du Groupe de Visegrád, qui s’est achevée par la transmission officielle de la présidence à la Slovaquie.

République Tchèque :

➤ **Agrofert : consolidation de la filière chimique et extension de la production des engrais**

Le groupe Agrofert a entamé la **transformation de ses activités chimiques pour renforcer sa position sur le marché européen des engrais et d’azote industriel.** Outre la conclusion d’un accord pour acheter une **participation de 50 %** (et incluant une

option d'achat des 50 % restants) dans **Nitrogen Intermediate Holding** (société néerlandaise), qui détient 100 % d'OCI Nitrogen (le prix de la transaction s'élevant à 55 M€), le groupe a annoncé la **création d'une nouvelle société AGF Nitrogen qui intégrera neuf entreprises chimiques d'Agrofert opérant dans sept pays européens** (Lovochemie tchèque, Duslo slovaque et d'autres entreprises opérant en France, en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas et en Italie). La société disposera d'un capital social de 500 M de CZK (~20,4 M€) et sera contrôlée à 100 % par Agrofert.

➤ **Subventions pour Agrofert**

La Commission européenne a confirmé que les autorités tchèques pouvaient continuer à verser des subventions agricoles aux entreprises du groupe Agrofert, toutefois elles ne seront pas remboursées par la Commission tant que la question du risque de conflit d'intérêt n'aura pas été vérifiée.

Pour mémoire, le Premier ministre Andrej Babiš a déclaré en décembre 2025 qu'il transférerait son conglomérat, spécialisé dans les secteurs alimentaire, agricole, chimique et commercial, à une structure fiduciaire indépendante.

A titre d'information, au mois de mai, la Tchéquie a versé à Agrofert des subventions directes s'élevant à 204 M CZK (~8,3 M€). Leur remboursement par la Commission n'est pas encore certain.

➤ **Le gouvernement mise sur de nouveaux réservoirs d'eau**

Le ministre de l'Agriculture, Martin Šebestýán, estime que la République tchèque devra construire davantage de réservoirs d'eau pour faire face aux effets du changement climatique et à l'augmentation des besoins en eau. Selon lui, les capacités actuelles pourraient devenir insuffisantes d'ici une vingtaine d'années en raison d'une saison de végétation plus longue et d'une évaporation accrue.

Trois projets sont actuellement considérés comme prioritaires : les réservoirs de Nové Heřminovy, Vlachovice et Kryry. Le premier pourrait être achevé dès 2033, tandis que les deux autres suivraient dans les années suivantes.

Outre le stockage de l'eau, ces infrastructures doivent également renforcer la protection contre les inondations, notamment dans les régions régulièrement touchées par des crues. Le ministre a souligné la nécessité de mobiliser à la fois des financements nationaux et européens pour concrétiser ces projets.

➤ **L'agriculture biologique loin des objectifs fixés**

Le ministère de l'Agriculture a reconnu les difficultés rencontrées pour atteindre les objectifs définis dans la stratégie nationale de développement de l'agriculture biologique, adoptée il y a deux ans. Plusieurs cibles apparaissent aujourd'hui trop ambitieuses, notamment celle visant à porter la part des terres agricoles biologiques à 22 % d'ici 2027, contre 17,6 % actuellement.

Les objectifs concernant la restauration collective semblent également difficiles à atteindre. La stratégie prévoit que les produits biologiques représentent 5 % de l'offre dans les cantines des hôpitaux, universités et maisons de retraite, alors que leur part

réelle reste limitée. De même, la consommation de produits biologiques par les ménages tchèques stagne autour de 2 %, loin de l'objectif de 4 %.

Alors que les surfaces cultivées en bio devaient augmenter de 10 % entre 2020 et 2025, elles ont au contraire reculé de 9 %. À partir de 2028, les autorités souhaitent donc concentrer davantage leurs efforts sur le développement des débouchés commerciaux et l'amélioration de la rentabilité des exploitations biologiques.

➤ **Apiculture**

Les associations professionnelles des apiculteurs tchèques, le médiateur pour les produits alimentaires et l'Inspection alimentaire se félicitent de la mise en place de la réglementation européenne imposant l'indication claire du pays ou des pays d'origine sur les pots de miel qui rendra la contrefaçon plus difficile.

La Tchéquie est le tout premier pays de l'UE à utiliser la méthode protéomique de détection des amylases étrangères (permettant de détecter les fraudes grâce à l'analyse du profil protéique du miel et d'identifier les enzymes qui ne sont pas propres au miel). La consommation annuelle du miel s'élève en Tchéquie à 1 kg par habitant, le taux d'autosuffisance est estimé à 67 % (contre 114% en 2011).

➤ **Utilisation des pesticides : une baisse significative, mais des réserves face aux objectifs européens**

Selon les données de l'Institut central de contrôle et d'essais agricoles (ÚKZÚZ), **l'utilisation totale des substances actives contenues dans les produits phytosanitaires a diminué d'environ 30 à 35 % en Tchéquie au cours des quinze dernières années.** D'après les statistiques d'Eurostat, le pays a enregistré entre 2011 et 2020 la plus forte baisse des ventes de pesticides parmi les États membres de l'Union européenne.

Malgré ces résultats, **les organisations agricoles tchèques restent critiques à l'égard de l'objectif européen de réduction de 50 % de l'usage des pesticides d'ici 2030**, fixé dans le cadre de la stratégie « De la ferme à la table » (Farm to Fork). Elles estiment qu'une telle réduction pourrait entraîner des pertes économiques importantes pour les exploitations agricoles sans garantie de compensation suffisante.

Les agriculteurs soutiennent toutefois le développement accéléré d'alternatives aux pesticides conventionnels, telles que les biopréparations ou la lutte biologique à l'aide d'auxiliaires naturels, notamment des guêpes parasitoïdes. Ces solutions restent cependant plus coûteuses et souvent moins efficaces que les produits phytosanitaires traditionnels.

➤ **Lait infantile contaminé à la céréulide : polémique autour de l'évaluation des risques**

Les autorités poursuivent leur enquête sur les conséquences sanitaires liées à la présence de céréulide dans plusieurs lots de lait infantile retirés du marché. Selon des informations existantes, plusieurs cas de troubles gastro-intestinaux chez des nourrissons pourraient être liés à la consommation de produits contaminés.

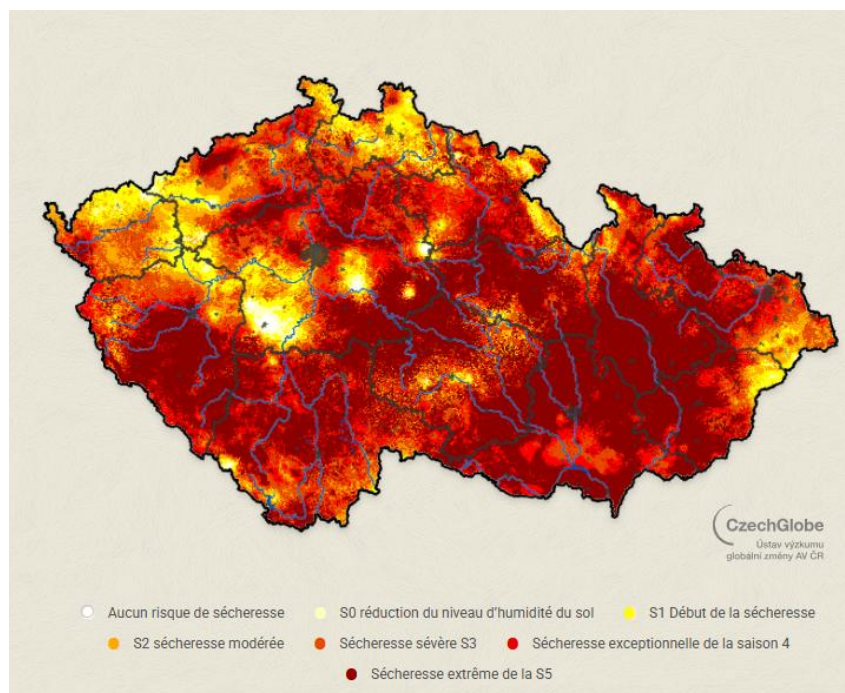
L'affaire a suscité une controverse après que des analyses réalisées dans des laboratoires belges à la demande de journalistes ont confirmé la présence de la toxine

dans certains échantillons retirés du marché. Les autorités tchèques ont pour leur part concentré leurs contrôles sur les produits encore disponibles à la vente et susceptibles d'être consommés.

La céréulide, toxine produite par certaines souches de *Bacillus cereus*, est à l'origine d'un vaste rappel de laits infantiles dans plusieurs pays européens depuis fin 2025. Les autorités sanitaires européennes estiment aujourd'hui que le risque d'exposition a fortement diminué grâce aux mesures de retrait et de rappel mises en œuvre.

➤ Une sécheresse sévère touche le pays

Lors de la semaine du 21 au 27 juin, le territoire de la République tchèque a été sous l'influence d'une haute pression, qui a apporté un air très chaud et sec. Les précipitations ne sont apparues que sporadiquement lors **d'orages le dimanche 21 et lundi 22**. Dans 95 % du territoire du pays, il n'a plu que jusqu'à 10 mm par semaine. Beaucoup moins de précipitations sont tombées en Moravie. En revanche, lors des orages survenus, plus de 40 mm ont pu tomber localement. Au début de la semaine dernière, les températures estivales étaient encore entre 25 et 30 °C, mais à la **fin de la semaine, le maximum absolu précédent a été dépassé deux fois**.



Les régions les plus touchées par les températures élevées et la sécheresse sont sans aucun doute la **Moravie du Sud, ainsi que la Bohême centrale**.

Cet épisode **s'ajoute à des phénomènes climatiques déjà défavorables : sécheresse en mars et avril, puis au cours du mois d'avril, des gelées printanières. Les rendements devraient être inférieurs à ceux de l'année dernière.**

Le temps extrêmement chaud et sec a des conséquences pour les pêcheurs, notamment en Moravie du Sud. Les rivières se réchauffent rapidement, ce qui détériore les conditions de vie des poissons qui sont également exposés au risque d'un manque d'oxygène.

Slovaquie

➤ L'agriculture confrontée à une grave sécheresse et à une crise laitière

L'agriculture fait face à **deux défis majeurs, à savoir une grave sécheresse et une crise laitière**, a déclaré le Premier ministre Robert Fico lors d'un discours à l'ouverture des 15e Journées nationales annuelles sur le terrain dans le village de Dolna Krupa (région de Trnava) le 9 juin.

Le Premier ministre a déclaré que le ministère de l'Agriculture devait prendre toutes les mesures nécessaires pour **atténuer l'impact de la sécheresse**. Il a souligné la nécessité pour le ministère d'accorder **toutes les concessions légales possibles aux agriculteurs** en ce qui concerne les subventions et le soutien à la suite de la sécheresse actuelle. « *Le cadre législatif le permet* », a-t-il noté. Il a également souligné la **possibilité d'augmenter l'allocation de fonds aux appels liés aux systèmes d'irrigation**. « *Il est juste que le gouvernement se soit tourné vers l'Union européenne concernant l'utilisation du fonds de réserve européen* », a ajouté le Premier ministre.

M. Fico a également évoqué **l'ambition que la politique agricole devienne un chapitre distinct du prochain budget de l'UE**. « *Nous sommes définitivement opposés à la limitation des paiements directs eux-mêmes, nous rejetons cela et, en particulier, nous tenons à rappeler à l'Union européenne et à la Commission européenne que la Slovaquie est construite sur des fermes et des unités plus grandes* », a-t-il déclaré. Il prévoit de **faire appel aux pays du groupe de Visegrad** (Slovaquie, République tchèque, Hongrie et Pologne) pour qu'ils prennent position conjointe sur la politique agricole.

➤ Les éleveurs demandent 1,8 Mds d'euros pour moderniser le secteur

Les organisations d'éleveurs slovaques estiment qu'un investissement de 1,8 milliard d'euros sera nécessaire sur la période 2028-2034 afin de moderniser les filières bovine, porcine et avicole et de renforcer la compétitivité ainsi que l'autosuffisance alimentaire du pays. Les fonds seraient consacrés à la modernisation des bâtiments et des équipements, à la numérisation des exploitations, au renforcement de la biosécurité et du bien-être animal, au développement des capacités de stockage des effluents et à la transition énergétique.

La Chambre slovaque de l'agriculture et de l'alimentation (SPPK) souhaite que ces investissements soient intégrés à la future Politique agricole commune après 2027. Les représentants du secteur mettent également en avant la qualité, la sécurité sanitaire et la traçabilité de la viande slovaque face aux importations à bas prix. Ils rappellent que plusieurs lots de viande importée non conforme ont été retirés du marché en 2026 et soulignent que la production locale garantit une plus grande fraîcheur grâce à des circuits d'approvisionnement plus courts.

➤ La filière viticole s'inquiète pour son avenir

La filière viticole slovaque traverse une période particulièrement difficile. Selon les producteurs, la consommation de vin a chuté de près de 50 % ces dernières années, sous l'effet de l'évolution des habitudes de consommation, du renouvellement des générations et d'un contexte économique défavorable.

Les viticulteurs constatent que leur clientèle traditionnelle vieillit, tandis que les jeunes générations se tournent vers d'autres boissons ou loisirs. Cette tendance s'inscrit dans

un recul plus large de la consommation de vin à l'échelle mondiale, accentuant les difficultés d'un secteur déjà fragilisé en Slovaquie.

Les professionnels alertent sur les risques pour la production nationale : en l'absence d'une reprise de la demande et d'une amélioration des conditions économiques, les vins produits à partir de raisins slovaques pourraient devenir de plus en plus rares sur le marché, obligeant les exploitations à adapter leur modèle économique et leur stratégie commerciale.

➤ **221 M€ de subventions pour soutenir l'agriculture, l'industrie alimentaire et les forêts**

Le ministère slovaque de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé le lancement de **huit appels à projets** financés dans le cadre du Plan stratégique de la Politique agricole commune (PAC), pour un montant total de **221,23 millions d'euros**. L'objectif est de soutenir les investissements dans l'agriculture, l'industrie alimentaire et la gestion durable des forêts.

La répartition des fonds est la suivante :

- **Agriculteurs : 94,98 M€**
 - investissements productifs dans les exploitations agricoles ;
 - soutien spécifique aux jeunes agriculteurs ;
 - investissements destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac, notamment grâce à de nouveaux équipements.
- **Industrie alimentaire : 54,25 M€**
 - modernisation et extension des capacités des entreprises de transformation alimentaire afin d'améliorer leur compétitivité.
- **Secteur forestier : 72 M€**
 - amélioration de la capacité des forêts à retenir l'eau ;
 - projets de restauration des forêts endommagées ;
 - amélioration des pratiques de gestion forestière, notamment pour les propriétaires de petites surfaces forestières (jusqu'à 500 hectares).

Selon le ministre Richard Takáč, **ces appels reflètent les priorités du gouvernement : renforcer la production de fruits et légumes, soutenir l'élevage, développer la transformation alimentaire en Slovaquie et rendre les forêts plus résilientes face au changement climatique**. Il a également indiqué que les appels avaient été préparés en concertation avec les représentants du secteur et n'avaient suscité aucune objection majeure.

Ces subventions proviennent principalement des fonds européens de la PAC et visent à stimuler plusieurs centaines de millions d'euros d'investissements supplémentaires grâce à la participation financière des bénéficiaires.

➤ **La hausse des prix pousse les consommateurs à acheter leur alimentation à l'étranger**

Une enquête de l'agence MNForce réalisée pour l'Association des Avantages Modernes (AMOBÉ) révèle que **l'inflation et la dégradation de la situation économique modifient profondément les habitudes de consommation des Slovaques**. Plus de la moitié des personnes interrogées (55 %) estiment que la qualité de leur alimentation

s'est détériorée, tandis que près d'un tiers (31 %) privilégient désormais les produits les moins chers.

Pour réduire leurs dépenses, de nombreux ménages limitent leurs sorties au restaurant, achètent uniquement en fonction du prix ou réduisent la diversité de leur alimentation. **Un tiers des répondants déclarent ne plus pouvoir se permettre une alimentation variée et près d'un quart affirment avoir commencé à sauter certains repas.**

Les achats transfrontaliers sont devenus une pratique courante, notamment dans les régions frontalières : près de 80 % des habitants y effectuent des achats alimentaires à l'étranger au moins une fois par mois. La Pologne et la République tchèque sont privilégiées pour leurs prix plus attractifs, tandis que l'Autriche est appréciée pour la qualité et le choix des produits.

Selon l'étude, les Slovaques dépensent environ **670 millions d'euros par an** dans les commerces alimentaires étrangers, soit près de **13 millions d'euros par semaine**. Cette situation représenterait également un manque à gagner d'environ **120 millions d'euros de TVA** pour l'État slovaque. L'association AMOBE appelle ainsi les pouvoirs publics à renforcer l'attractivité des commerces nationaux et à soutenir davantage les producteurs alimentaires slovaques.

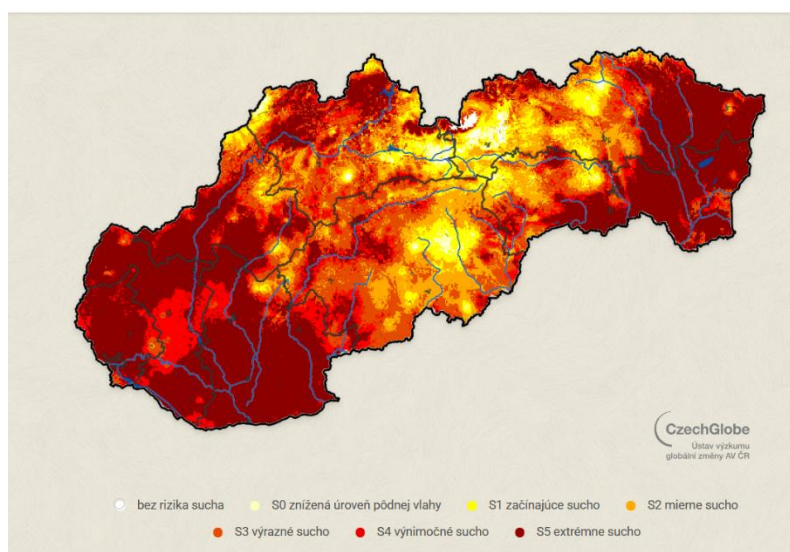
➤ **Alerte canicule**

Les températures extrêmes ont atteint leur pic mardi, dépassant 40° dans plusieurs endroits et établissant un nouveau record absolu de température. À Kamenica nad Hronom (sud-ouest), dans le district de Nové Zámky, où 41,3° ont été mesurés.

Selon un agriculteur, « tout a mûri en même temps. C'est la panique, il est censé pleuvoir mercredi, alors tout le monde est parti dans les champs. »

Des dégâts importants sont signalés, notamment pour les légumineuses, utilisées comme fourrage pour les animaux.

Si les pires scénarios pourraient ne pas se réaliser pour le blé, les producteurs de colza rapportent déjà la récolte la plus faible de la dernière décennie, avec de rendements de 3 t/ha, contre 5t/ha habituellement.



Intensité de la sécheresse au 29 juin 2026. PHOTO : Intersucho.sk

La sécheresse en Slovaquie continue de s'aggraver. Selon l'Institut hydrométéorologique slovaque, l'extrême manque d'humidité affecte environ 37 % du territoire. La majeure partie du pays a perdu 75 à 100 mm de précipitations au cours des trois derniers mois.

B. ACTUALITES SANITAIRES :

Pologne :

➤ **Grippe aviaire (IAHP) : 143 foyers en 2026**

Au 27 mai, 143 foyers ont été confirmés, dont le dernier dans un élevage commercial de 22 217 oies dans la région de Grande Pologne.

➤ **Peste porcine africaine : 1er foyer en élevage en 2026, 1430 cas en faune sauvage en 2026**

Le premier foyer de la PPA en élevage en 2026 a été identifié dans une ferme de 21 390 porcs, dans la région de Poméranie occidentale à 100 km de la frontière allemande. Au 25 juin, 1430 cas ont été recensés en faune sauvage.

➤ **Maladie de Newcastle : 52 foyers en 2026**

Le dernier foyer identifié le 9 juin est dans un élevage commercial de 23 937 dindes dans la région de Varmie-Mazurie.

➤ **Fièvre catarrhale ovine : 8 foyers en 2026**

Les deux derniers cas ont été confirmés le 10 mars dans la région de Grande Pologne et en Varmie-Mazurie.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Ronan VENETZ, Chef du Service économique régional de Varsovie

Rédaction : François VIEL, Bozena BOCHENEK

Avec la participation des SE de la zone.

Abonnez-vous : bozena.bochenek@dgtresor.gouv.fr